

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Direction générale de la presse et de l'information

Division Radio — TV — Cinéma

244, rue de la Loi, Bruxelles 4 — Tél. 35 00 40

ST 699
ARCHIVES
DIVISION
RADIO — TV — CINÉMA

FACTURE

13/73

FICHE DE TOURNAGE

Sujet: Élargissement du Comité Economique et Social.
Prise isolée au Palais d'Étude.Lieu: BruxellesDate: 24.1.1973. heure: 10h00Opérateur images: F. DaffexOpérateur son: unet.Accompagnateur du service: KUM.Pellicule: 16 n/bl neg. — 16 n/bl. revers. — 16 coul. — 35 n/bl. — 35 coul.

	Images	Son
Marque pellicule:	<u>Kodak</u>	
Type:	<u>7254 neg color.</u>	
Quantité et longueur:	<u>120 m</u>	
Fournisseur de la pellicule:	<u>Di.</u>	
Laboratoire (dév. + tir.):	<u>Meuter.</u>	

Observations techniques:

Images	Son
Signature: <u>[Signature]</u>	Signature: _____

Cette fiche doit être remplie en triple exempl. : 1 pour la division Radio-TV-Cinéma, à remettre au représentant de la division, 1 pour le producteur (à joindre à la facture) et 1 pour les archives du producteur.

Signature pour la direction générale de la presse et de l'information: _____

SUCCESION DES PLANS

N°	SECONDES	SUJET
1		
2		li - Hamel -
3		li - Osteli et Hamel -
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
11		
12		
13		
14		
15		
16		
17		
18		
19		
20		
21		
22		
23		
24		
25		
26		
27		
28		
29		
30		

Observations :

Date :

Paraphe :

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

Bruxelles, le 11 janvier 1973

PROJET D'ORDRE DU JOUR SUCCINCT
de la 108ème Session plénière
du Comité économique et social
devant avoir lieu à Bruxelles, au Palais d'Egmont
les 24 et 25 janvier 1973

Ouverture de la Session : mercredi 24 janvier à 9 heures

PREMIERE PARTIE DE LA SESSION

1. Vérification du quorum
2. Approbation du projet d'ordre du jour
3. Approbation des procès-verbaux des 106ème et 107ème Sessions plénières du Comité, tenues respectivement les 25 et 26 octobre et 29 et 30 novembre 1972 (doc. CES 721/72 + annexe et CES 832/72 + annexe)
4. Approbation des comptes rendus des délibérations du Comité, relatives aux avis élaborés lors des 106ème et 107ème Sessions plénières, tenues respectivement les 25 et 26 octobre et 29 et 30 novembre 1972 :
 - Société européenne
 - Réforme de l'agriculture
 - Fruits et légumes
 - Tabac

- Marché viti-vinicole
- Tarifs à fourchettes
- Contrôle de capacité
- Entreprises communes C.E.E.
- Programme complémentaire entraves techniques
- Conflits de lois
- Environnement
- Trafic de voyageurs
- Comptoirs de vente
- Petits envois postaux
- Droit de demeurer - Déplacement et séjour
- Droit d'apport
- Autorisations transports
- Relevés transports
- Consultation préalable
- Règlement intérieur

5. Installation des nouveaux membres

Suspension de la Session plénière

SEANCE ACADEMIQUE

6. Discours officiels

●
Suspension de la Session plénière

DEUXIEME PARTIE DE LA SESSION

- 7. Examen et approbation des propositions du Bureau concernant la nouvelle structure des sections spécialisées
- 8. Constitution de la commission préparatoire en vue des élections complémentaires du Bureau

Suspension de la Session plénière

REPRISE DE LA SESSION

- 9. Election des membres du Bureau
 - 10. Désignation des membres des sections spécialisées
 - 11. Questions diverses
 - 12. Fixation de la date de la prochaine Session.
-

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

Bruxelles, janvier 1973

LE COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

Le Comité économique et social a été créé par les Traités de Rome (articles 4, 193 à 195 du Traité instituant la C.E.E. et articles 3, 165 à 167 du Traité instituant la C.E.E.A.).

Le Comité est un organe consultatif de la Commission et du Conseil (C.E.E. et C.E.E.A.).

Il est obligatoirement consulté par le Conseil ou par la Commission dans les cas prévus aux Traités de Rome (Traité de la C.E.E. : agriculture, libre circulation des travailleurs, droit d'établissement, services, transports, rapprochement des législations, politique sociale, Fonds social européen, formation professionnelle; Traité de la C.E.E.A. : programmes de recherches et d'enseignement, création d'écoles pour la formation de spécialistes, protection de la santé, investissements, accès aux emplois qualifiés dans le domaine nucléaire, contrats d'assurance relatifs à la couverture du risque atomique). Il peut être consulté par ces institutions dans tous les cas où elles le jugent opportun. Depuis sa création, le Comité a élaboré plus de 500 avis.

Le Comité économique et social a été institué aux fins d'associer les différentes catégories de la vie économique et sociale à la réalisation du marché commun et pour permettre à celles-ci de faire entendre leur voix auprès des exécutifs européens sur les différents problèmes.

Le Comité est composé de représentants des différentes catégories de la vie économique et sociale, notamment des producteurs, des agriculteurs, des transporteurs, des travailleurs, des négociants et artisans, des professions libérales et de l'intérêt général.

Il comprenait au départ 101 membres (Allemagne 24, Belgique 12, France 24, Italie 24, Luxembourg 5, Pays-Bas 12) qui sont nommés pour 4 ans par le Conseil des Communautés européennes, sur proposition des différents gouvernements.

Le mandat des membres est renouvelable. Les accords relatifs à l'élargissement de la Communauté prévoient que le nombre des membres passera à 144, dont 24 pour la Grande-Bretagne et respectivement 9 pour l'Irlande et le Danemark, ainsi qu'un membre supplémentaire pour la délégation luxembourgeoise.

Le dernier renouvellement du Comité étant intervenu le 23 août 1970, l'exercice quadriennal actuel prendra donc fin en 1974.

Le Comité désigne parmi ses membres son Président et son Bureau pour une durée de deux ans. Le Bureau, composé de 21 membres, organise les travaux du Comité.

Le Comité comprend des sections spécialisées pour les domaines principaux relevant des Traités de Rome (les sections sont actuellement au nombre de huit, auxquelles s'ajoutent trois Sous-Comités pour des questions susceptibles d'intéresser plusieurs sections à la fois).

Les sections spécialisées sont chargées par le Bureau d'élaborer des avis sur des problèmes déterminés faisant l'objet de consultations de la part du Conseil et de la Commission.

L'Assemblée plénière, sur la base des avis des sections, élabore ses propres avis, qui sont adressés (avec les rapports correspondants des sections) au Conseil et à la Commission.

Les Assemblées plénières du Comité ne sont pas publiques.

Présidents du Comité économique et social

- Premier Président : M. Roger DE STAERCKE (1958/1960)
(Belgique - Employeurs)
- Deuxième Président : M. Ludwig ROSENBERG (1960/1962)
(Allemagne - Travailleurs)
- Troisième Président : M. Emile ROCHE (1962/1964)
(France - Activités diverses)
- Quatrième Président : M. Piero GIUSTINIANI (1964/1966)
(Italie - Employeurs)
- Cinquième Président : M. Louis MAJOR (1966/1968)
(Belgique - Travailleurs)
- Sixième Président : M. Mathias BERNIS (1968/1970)
(Luxembourg - Activités diverses)
- Septième Président : M. J.D. KUIPERS (1970/1972)
(Pays-Bas - Employeurs)
- Huitième Président : M. Alfons LAPPAS (1972/....)
(Allemagne - Travailleurs)
-

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

Bruxelles, le 8 décembre 1972

P R O C E S - V E R B A L
de la
106ème Session plénière
du Comité économique et social
tenue à Bruxelles, au Palais des Congrès, Salle "Dynastie"
les 25 et 26 octobre 1972

I. LISTE DE PRESENCE

Membres présents

MM. ALASIA
ALDERS
AMEYE
ARENA
Mme. BADUEL GLORIOSO
MM. BERNAERT
BERNS
BODART
BONOMI
BOON
BORNARD
BOULADOUX
BOUREL
CALVETTI
van CAMPEN
CANONGE
CAPRIO
CHABROL
CHARBO
CLAVEL
DALLA CHIESA
DE BIEVRE
DE BRUYN
DEBUNNE
DE GRAVE
DELACARTE
DELCOURME
DIDO
DOHRENDORF
FASSINA
FLANDRE
FREDERSDORF
FRIEDRICHS
GARINO
GERMOZZI
GERRITSE
GINGEMBRE
GIUSTINIANI
van GREUNSVEN
GUILLAUME
HAUENSCHILD
HEMMER

Mme. HEUSER
MM. HILDGEN
HIPPE
HOFFMANN
ILLERHAUS
JANSEN
JONKER
KOLBENSCHLAG
KRAMER
KUIPERS
Mme. KUTSCH
MM. LAPPAS
LECUYER
MALTERRE
MAMERT
MARGOT
MASCARELLO
MASPRONE
MOURGUES
MUHR
NICOLAJ
NODDINGS
PEYROMAURE-DEBORD-BROCA
PIERUCCI
PIGA
de PRECIGOUT
PURPURA
RAMAEKERS
RENAUD
ROLLINGER
ROSSI
SCALIA
SCHMIT
SCHNIEDERS
SCHRIJVERS
TRANQUILLI LEALI
VAN BERK
VENTEJOL
VISOCCHI
de VRIES REILINGH
Mme. WEBER
M. ZIJLSTRA

Membres absents

MM. BALKE
CAMMANN (*)
CEYRAC
COSTANTINI (*)
EBOLI (*)
EMO
GENIN
HENNIG (*)

Mme. HESSE (*)
MM. HOUTHUYS (*)
MERLI BRANDINI
VAN DER PLOEG
RAUCAMP
SCHLITT
SOULAT
WICK

Les Conseillers suivants ont délégué leur droit de vote :

MM. COSTANTINI
EMO
HENNIG
Mme. HESSE
MM. HOUTHUYS
MERLI BRANDINI
VAN DER PLOEG
SCHLITT
SOULAT
WICK

à

MM. MUHR
CAPRIO
DELACARTE
Mme. WEBER
MM. DE GRAVE
FASSINA
de VRIES REILINGH
HILDGEN
BOULADOUX
SCHNIEDERS

Le Comité économique et social a tenu sa 106ème Session plénière à la Salle "Dynastie" du Palais des Congrès les 25 et 26 octobre 1972, respectivement sous la présidence de M. LAPPAS, son Président et de M. CANONGE, Vice-Président, en présence de M. HAFERKAMP, Vice-Président de la Commission et des fonctionnaires du Conseil et de la Commission.

Heures de séance

Mercredi 25 octobre : de 14 heures 30 à 18 heures 5

Jeudi 26 octobre : de 9 heures à 13 heures 15.

(*) membre excusé

II. VERIFICATION DU QUORUM

Après avoir constaté que le quorum est atteint, le Président, M. LAPPAS, ouvre la séance.

Installation d'un nouveau membre

Le PRESIDENT accueille M. FRIEDRICHS, nouveau membre du Comité.

Le Comité procède à l'installation de ce nouveau membre.

III. APPROBATION DU PROJET D'ORDRE DU JOUR (doc. CES 654/72 rév. 2)

Considérant l'absence du Rapporteur, l'Assemblée décide de reporter l'élaboration de son avis sur les conflits de loi à la Session plénière de novembre.

Compte tenu de cette modification, l'Assemblée approuve l'ordre du jour.

IV. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA 105ème SESSION PLENIERE DU COMITE, TENUE LES 26, 27 ET 28 SEPTEMBRE 1972 (doc. CES 615/72 + annexe)

Ce document n'ayant pu être adressé aux membres du Comité dans les délais prescrits par le Règlement intérieur, l'Assemblée décide de reporter son approbation à la Session plénière de fin novembre.

V. APPROBATION DU COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS DU COMITE SUR LE RAPPORT D'INFORMATION DU SOUS-COMITE "POLITIQUE REGIONALE" SUR LA "COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL CONCERNANT LES REGIMES GENERAUX D'AIDES A FINALITE REGIONALE" (doc. CES 483/72 + annexe)

Le Comité approuve ce compte rendu.

VI. APPROBATION DES COMPTES RENDUS DES DELIBERATIONS DU COMITE RELATIVES AUX AVIS ELABORES LORS DE LA 105ème SESSION PLENIERE TENUE LES 26, 27 ET 28 SEPTEMBRE 1972

Ces documents n'ayant pu être adressés en temps utile aux membres du Comité, l'Assemblée a décidé de reporter leur approbation à la Session plénière de fin novembre 1972.

VII. COMMUNICATION DU PRESIDENT

Le Président a adressé une communication aux membres du Comité, dont le texte figure en annexe au présent procès-verbal (doc. CES 721/72 annexe 1).

VIII. ELABORATION DE L'AVIS DU COMITE SUR LE "REGLEMENT PORTANT ETABLISSEMENT D'UN STATUT DE SOCIETE ANONYME EUROPEENNE"
(doc. CES 711/72)

En raison du décès des Rapporteurs, MM. BRENNER et ASCHOFF, l'Assemblée a chargé M. FRIEDRICHS de présenter le rapport sur cette question.

Le PRESIDENT invite le Président de la section spécialisée pour les questions économiques, M. de PRECIGOUT, et le Rapporteur, M. FRIEDRICHS, à présenter le rapport à ce sujet.

Le texte des exposés du Président de la section et du Rapporteur, de l'intervention de M. HAERKAMP, Vice-Président de la Commission et le compte rendu des délibérations du Comité à ce sujet, font l'objet du document CES 722/72 annexé au présent procès-verbal.

Le Comité adopte son avis par 82 voix pour, 7 voix contre et 3 abstentions (vote à main levée, article 45, 2ème et 3ème alinéas du Règlement intérieur).

IX. ELABORATION D'UN SUPPLEMENT D'AVIS DU COMITE SUR LA "REFORME DES STRUCTURES AGRICOLES" (doc. CES 712/72)

Le PRESIDENT prie le Président de la section spécialisée pour l'agriculture, M. VISOCCHI, et le Rapporteur, M. BERNIS, de présenter le rapport à ce sujet.

Le texte des exposés du Président de la section et du Rapporteur, ainsi que le compte rendu des délibérations du Comité en la matière, font l'objet du document CES 723/72 annexé au présent procès-verbal.

L'Assemblée a adopté le supplément d'avis par 88 voix pour et 4 voix contre (vote à main levée, article 45, 2ème et 3ème alinéas du Règlement intérieur).

X. ELABORATION DE L'AVIS DU COMITE SUR "LA MODIFICATION DE L'ORGANISATION COMMUNE DU MARCHE DES FRUITS ET LEGUMES" (doc. CES 713/72)

Avant de procéder à l'élaboration de cet avis, l'Assemblée approuve la procédure d'urgence, conformément à l'article 46 du Règlement intérieur.

Le PRESIDENT invite ensuite M. VISOCCHI, Président de la section spécialisée pour l'agriculture, et M. ZIJLSTRA, Rapporteur, à présenter le rapport à ce sujet.

Le texte de l'exposé du Président de la section et du Rapporteur ainsi que le compte rendu des délibérations du Comité en la matière font l'objet du document CES 724/72 annexé au présent procès-verbal.

Le Comité a adopté son avis par 37 voix pour, 29 contre et 21 abstentions (vote nominal).

XI. ELABORATION DE L'AVIS DU COMITE SUR "DEUX PROJETS DE REGLEMENTS FIXANT LES PRIMES OCTROYEES AUX ACHETEURS DE TABAC EN FEUILLES DE LA RECOLTE 1972 AINSI QUE LES PRIX D'INTERVENTION DERIVES" (doc. CES 714/72)

Avant de procéder à l'élaboration de cet avis, l'Assemblée approuve la procédure d'urgence, conformément à l'article 46 du Règlement intérieur.

Le Comité, considérant que cet avis a été adopté à l'unanimité en section spécialisée et qu'il ne fait l'objet d'aucun amendement, décide à l'unanimité d'élaborer son avis selon la procédure sans débat.

Le compte rendu des délibérations du Comité à ce sujet fait l'objet du document CES 725/72 annexé au procès-verbal.

Le Comité a adopté son avis à l'unanimité (vote à main levée, article 45, 2ème et 3ème alinéas du Règlement intérieur).

XII. ELABORATION DE L'AVIS DU COMITE SUR "LA MODIFICATION DE L'ORGANISATION COMMUNE DU MARCHE VITI-VINICOLE" (doc. CES 715/72)

Avant de procéder à l'élaboration de cet avis, l'Assemblée approuve la procédure d'urgence, conformément à l'article 46 du Règlement intérieur.

Le Comité, considérant que cet avis a été adopté à l'unanimité en section spécialisée et qu'il ne fait l'objet d'aucun amendement, décide à l'unanimité d'élaborer son avis selon la procédure sans débat.

Le compte rendu des délibérations du Comité fait l'objet du document CES 726/72 annexé au présent procès-verbal.

Le Comité a adopté son avis à l'unanimité (vote à main levée, article 45, 2ème et 3ème alinéas du Règlement intérieur).

XIII. ELABORATION DE L'AVIS DU COMITE SUR LA "PROPOSITION DE REGLEMENT DU CONSEIL PORTANT PROROGATION ET MODIFICATION DU REGLEMENT (CEE) N° 1174/68 DU CONSEIL, DU 30 JUILLET 1968, RELATIF A L'INSTAURATION D'UN SYSTEME DE TARIFS A FOURCHETTES APPLICABLES AUX TRANSPORTS DE MARCHANDISES PAR ROUTE ENTRE LES ETATS MEMBRES" (doc. CES 716/72)

Avant de procéder à l'élaboration de cet avis, l'Assemblée approuve la procédure d'urgence, conformément à l'article 46 du Règlement intérieur.

Le PRESIDENT invite ensuite le Président de la section spécialisée pour les transports, M. HOFFMANN, et le Rapporteur, Monsieur RENAUD, à présenter le rapport à ce sujet.

Le texte des exposés du Président de la section et du Rapporteur, ainsi que le compte rendu des délibérations du Comité en la matière, font l'objet du document CES 272/72 annexé au présent procès-verbal.

Le Comité a adopté son avis par 67 voix pour, 4 contre et 2 abstentions (vote à main levée, article 45, 2ème et 3ème alinéas du Règlement intérieur).

XIV. ELABORATION DE L'AVIS DU COMITE SUR LA "PROPOSITION DE REGLEMENT DU CONSEIL RELATIF AU CONTROLE DE CAPACITE DES TRANSPORTS DE MARCHANDISES PAR ROUTE ENTRE ETATS MEMBRES"
(doc. CES 717/72)

Le Comité a approuvé, conformément à l'article 31 du Règlement intérieur, les délais d'urgence observés en l'occurrence pour la transmission des documents de la section.

Ensuite, M. LAPPAS, Président, prie M. HOFFMANN, Président de la section spécialisée pour les transports, et M. RENAUD, Rapporteur, de présenter le rapport.

Le texte des exposés du Président de la section et du Rapporteur, ainsi que le compte rendu des délibérations du Comité à ce sujet, font l'objet du document CES 728/72 annexé au présent procès-verbal.

Le Comité a adopté son avis par 61 voix pour, 11 contre et 1 abstention (vote à main levée, article 45, 2ème et 3ème alinéas du Règlement intérieur).

XV. ELABORATION DE L'AVIS DU COMITE SUR LA "PROPOSITION DE REGLEMENT DU CONSEIL RELATIF A LA CREATION D'ENTREPRISES COMMUNES DANS LE CHAMP D'APPLICATION DU TRAITE(C.E.E.)" (doc. CES 718/72)

Le PRESIDENT invite le Président de la section spécialisée pour les questions économiques, M. de PRECIGOUT, et le Rapporteur, M. GERRITSE, à présenter le rapport.

Le texte des exposés du Président de la section et du Rapporteur, ainsi que le compte rendu des délibérations du Comité en la matière font l'objet du document CES 729/72 annexé au présent procès-verbal.

Le Comité a adopté son avis par 59 voix pour, 4 contre et 9 abstentions (vote à main levée, article 45, 2ème et 3ème alinéas du Règlement intérieur).

XVI. ELABORATION DE L'AVIS DU COMITE SUR LA "PROPOSITION DE RESOLUTION DU CONSEIL PORTANT COMPLEMENT A LA RESOLUTION DU CONSEIL DU 28 MAI 1969 ETABLISSANT UN PROGRAMME EN VUE DE L'ELIMINATION DES ENTRAVES TECHNIQUES AUX ECHANGES DE PRODUITS INDUSTRIELS RESULTANT DE DISPARITES ENTRE LES DISPOSITIONS LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES DES ETATS MEMBRES"
(doc. CES 720/72)

Avant de procéder à l'élaboration de cet avis, l'Assemblée approuve, conformément à l'article 31 du Règlement intérieur, les délais d'urgence observés pour l'envoi des documents de la section.

Le Comité, considérant que cet avis a été adopté à l'unanimité en section spécialisée et qu'il ne fait l'objet d'aucun amendement, décide à l'unanimité d'élaborer son avis selon la procédure sans débat.

Le compte rendu des délibérations du Comité à ce sujet fait l'objet du document CES 731/72 annexé au présent procès-verbal.

Le Comité a adopté son avis à l'unanimité (vote à main levée, article 45, 2ème et 3ème alinéas du Règlement intérieur).

XVII. QUESTIONS DIVERSES

1. Renouvellement biennal du Bureau de certaines sections spécialisées

Le PRESIDENT indique que dans le cadre du renouvellement biennal du Comité, différentes sections spécialisées ont procédé à l'élection de leur Bureau :

Section spécialisée pour les problèmes nucléaires

Président : M. DELOURME

Membres : MM. BONOMI
KRAMER
MUHR
PURPURA
SCHLITT

Section spécialisée pour les questions sociales

Président : M. BOULADOUX

Membres : MM. BALKE
DE BRUYN
PIGA
RENAUD
Mme. WEBER

Section spécialisée pour les questions économiques

Président : M. de PRECIGOUT

Membres : MM. DEBUNNE
GERRITSE
KRAMER
MALTERRE

Section spécialisée pour l'agriculture

Président : M. VISOCCHI

Membres : MM. BOUREL
CLAVEL
ROSSI
SCHNIEDERS
van GREUNSVEN

Section spécialisée pour les transports

Président : M. HOFFMANN

Membres : MM. BODART
CAPRIO
JANSEN
MOURGUES
RENAUD

L'Assemblée approuve, conformément à l'article 13 du Règlement intérieur, la nouvelle composition des Bureaux des sections spécialisées.

Une décision interviendra ultérieurement en ce qui concerne la composition du Bureau des autres sections spécialisées et Sous-Comités.

2. Désignation de M. FRIEDRICHS au sein des sections spécialisées et Sous-Comités

Le PRESIDENT indique que le Groupe II propose la candidature de M. FRIEDRICHS au sein des

- section spécialisée pour l'agriculture
- section spécialisée pour les questions économiques
- section spécialisée pour les problèmes nucléaires
- Sous-Comité "Politique économique à moyen terme"

Conformément à l'article 12 du Règlement intérieur, l'Assemblée approuve ces désignations.

XVIII. FIXATION DE LA DATE DE LA PROCHAINE SESSION PLENIERE

La 107ème Session plénière du Comité aura lieu les 28, 29 et 30 novembre 1972.

Dans le cadre de cette Session, le Bureau se réunira le mardi 28 novembre à 10 heures.

Les Groupes se réuniront le mardi 28 novembre à 15 heures et le mercredi 29 novembre à 9 heures.

L'ouverture de la Session plénière est prévue pour le même jour à 14 heures 30. Les travaux se poursuivront le jeudi 30 novembre, à partir de 9 heures, toute la journée.

Le Comité confirme les dates qui lui sont proposées.

Le Président
du Comité économique et social

Le Secrétaire Général a.i.
du Comité économique et social

signé: Alfons LAPPAS

signé: Delfo DELFINI

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

Bruxelles, le 8 décembre 1972

A N N E X E

au

P R O C E S - V E R B A L

de la

106ème Session plénière

du Comité économique et social,

tenue à Bruxelles, au Palais des Congrès, Salle "Dynastie"

les 25 et 26 octobre 1972

COMMUNICATION DU PRESIDENT

COMMUNICATION DE M. LE PRESIDENT ALFONS LAPPAS A L'OCCASION DE LA
106ème SESSION PLENIERE DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

Mesdames et Messieurs,

Je tiens à vous informer qu'en ma qualité de Président du Comité économique et social, j'ai publié, après lecture du communiqué final, un communiqué de presse dans lequel je me félicite des résultats de la Conférence au sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté européenne élargie. Vous conviendrez avec moi que les résultats de la conférence vont en effet, pour une part, bien au-delà des espoirs timides qui prévalaient dans beaucoup de milieux. Bien sûr, beaucoup de problèmes, qui à notre avis auraient dû être réglés, ont été écartés de la discussion. Je pense, par exemple, au renforcement des institutions de la Communauté et à la définition de la notion d'"union européenne". Mais je crois qu'il est apparu clairement à tous que les Gouvernements ont la volonté de poursuivre résolument la voie de l'approfondissement de la Communauté européenne dans laquelle ils se sont engagés et qui s'est avérée être la bonne.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement n'ont pas seulement confirmé à l'unanimité le plan par étapes prévu pour la création d'une union économique et monétaire, cette dernière devant aboutir à une "Communauté de la stabilité" et étant même conçue comme l'étape préliminaire d'une "union européenne", ils n'ont pas simplement décidé la création anticipée d'un fonds européen pour la coopération monétaire, mais ils ont finalement reconnu qu'il fallait accorder la même importance à des mesures énergiques dans le domaine de la politique sociale qu'à la réalisation de l'union économique et monétaire. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont enfin accordé une priorité très large à la suppression des déséquilibres structurels et régionaux. Il faut souligner notamment que même les Gouvernements qui jusqu'à présent étaient réticents se sont prononcés pour la création d'un fonds européen pour le développement régional.

Le Comité économique et social a toujours estimé que ces éléments sont indispensables pour la réalisation de l'union économique et monétaire.

Mesdames et Messieurs, c'est avec satisfaction que nous avons appris que les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont estimé qu'il était indispensable de faire davantage participer les partenaires sociaux aux décisions économiques et sociales de la Communauté. Ainsi, non seulement nos travaux ont été appréciés, pour la première fois, lors d'une Conférence au sommet, mais les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont également tiré les conséquences de cette constatation en demandant aux institutions communautaires d'accorder à l'avenir au Comité économique et social un droit d'initiative pour toutes les questions concernant les travaux de la Communauté. Je suis persuadé, Mesdames et Messieurs, que ce succès, qui modifiera d'une manière fondamentale le caractère de nos travaux, n'aurait pas pu être enregistré sans l'attitude ferme que vous avez adoptée depuis de nombreuses années sur cette question.

Mardi dernier, au cours d'une visite officielle, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec le Président de la Commission, M. MANSHOLT, au sujet de la collaboration de notre Comité avec la Commission, et surtout de la définition du droit d'initiative qui a été accordé au Comité économique et social. Au cours de cet entretien très ouvert et très cordial, M. MANSHOLT m'a fortifié dans mon opinion que le droit d'initiative, en dépit des imprécisions qui s'étaient glissées dans la terminologie, doit être interprété d'une manière très large et qu'il n'y a nullement lieu de restreindre les conceptions développées par notre Comité au sujet de l'usage de ce droit. Nous serons à l'avenir en mesure de saisir et d'examiner toutes les questions qui d'une manière ou d'une autre concernent les travaux de la Communauté et de soumettre toutes les propositions que nous jugerons opportunes, que ces questions aient déjà été traitées ou non par les institutions de la Communauté.

Permettez-moi, Mesdames et Messieurs, d'ajouter une réflexion personnelle. Je suis convaincu de ce que le droit d'initiative de notre Comité peut jouer un rôle prédominant alors que de profondes divergences d'opinion subsistent encore entre les Gouvernements quant au renforcement des institutions européennes. Les institutions de la Communauté, qui n'ont pas de contacts directs avec la population de nos pays et qui n'ont pas non plus une assise suffisamment démocratique, doivent être confrontées davantage que par le passé avec les opinions des groupes socio-économiques.

Mesdames et Messieurs, il n'est malheureusement pas possible d'évaluer et d'examiner dès aujourd'hui tous les aspects et toutes les conséquences des décisions figurant dans le communiqué final de la Conférence au sommet. Mais il est évident que nombre de ces décisions auront une incidence sur les travaux de notre Comité. J'ai donc demandé au Bureau, au cours de sa réunion d'hier, s'il ne serait pas opportun de constituer un groupe de travail qui élaborerait un rapport sur les incidences des décisions des Chefs d'Etat et de Gouvernement sur nos futurs travaux. Je suis en mesure de vous informer que le Bureau a suivi cette suggestion et a mis en place un groupe de travail composé du Président, des deux Vice-Présidents ainsi que des Présidents des trois groupes. Le secrétariat a été chargé de l'élaboration d'un projet qui sera discuté pour la première fois par le groupe de travail le 17 novembre.

Je pense que c'est là déjà un premier pas dans la voie qui doit nous amener à faire usage réellement du droit d'initiative qui nous a été reconnu. J'espère que le rapport du groupe de travail permettra de dégager les perspectives qui détermineront notre future tâche.

J'ai le souci d'une information plus complète de l'Assemblée sur les travaux et les décisions du Bureau; c'est pourquoi dorénavant et de façon régulière, ma communication comprendra des informations sur les décisions du Bureau.

Au cours de sa réunion d'hier, le Bureau a pris les décisions suivantes :

1. Le Bureau a chargé le Président de prendre contact avec les institutions pour que celles-ci fassent connaître au Comité l'ordre de priorité à respecter pour l'élaboration des avis figurant sur son programme des futurs travaux.
2. Conformément à l'article 25 du Règlement intérieur, et suite à la demande de M. DELOURME, Président de la section spécialisée pour les problèmes nucléaires, le Bureau a autorisé cette section à tenir une réunion conjointe avec la section spécialisée pour les problèmes énergétiques.
3. Le Bureau a pris connaissance de la démission de M. FLANDRE, qui restera en fonction jusqu'à la nomination effective de son remplaçant.
4. Afin de faciliter à l'avenir le déroulement de travaux des Assemblées plénières, le Bureau a estimé qu'il fallait rappeler les règles convenues autrefois et a notamment décidé :
 - d'inscrire à l'ordre du jour d'une Session les seuls avis qui ont été adoptés en section au moins quatre semaines avant la date de la Session, sauf bien entendu, pour ceux qui ont un caractère d'urgence;
 - de recourir à la procédure de l'article 31 du Règlement intérieur, prévoyant que le Président de la section transmet l'avis adopté par celle-ci au Président du Comité, accompagné d'une lettre donnant toute information utile sur l'avis en question;
 - l'ordre du jour et l'horaire, établis par le Bureau, fixent certaines priorités entre les divers points selon leur importance, leur urgence ou la disponibilité des Rapporteurs et des Commissaires;

- les avis adoptés sans vote contre en section spécialisée et susceptibles d'être élaborés selon la procédure accélérée de vote sans débat devraient être inscrits en fin d'ordre du jour.

5. Par lettre en date du 31 juillet 1972, le Président du Conseil a fait connaître au Président du Comité que le Conseil, en vue de répondre à la demande de la délégation turque, tendant à mettre en oeuvre la coopération entre le Comité économique et social et les organes correspondants de la Turquie, prévue à l'article 27 de l'Accord d'Association, invite le Comité à exprimer son opinion sur cette question.

Etant donné que tous les instruments de ratification du protocole additionnel de juillet 1970 conditionnant la mise en vigueur de la phase transitoire n'étaient pas déposés, a décidé de faire connaître au Conseil qu'en l'état actuel des procédures, il ne lui est pas possible de se prononcer quant au fond sur la mise en oeuvre de l'article 27 et qu'il se propose de revenir en janvier 1973 sur cette question, sous réserve qu'entre-temps les instruments de ratification aient été déposés par tous les Etats membres.

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

Bruxelles, le 3 janvier 1973

COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS
du Comité économique et social
sur la
"Proposition de règlement concernant la société
anonyme européenne"

106ème Session plénière
tenue à Bruxelles, Palais des Congrès, Salle "Dynastie"
les 25 et 26 octobre 1972

Séance du 25 octobre 1972

Point 7 a) de l'ordre du jour

Le PRESIDENT propose d'aborder le point 7 a) de l'ordre du jour, qui prévoit l'adoption d'un avis du Comité sur la "Proposition de règlement concernant la société anonyme européenne".

I. EXPOSE DE M. de PRECIGOUT

M. de PRECIGOUT déclare que ce n'est pas la première fois que le Comité a l'occasion d'exprimer son opinion sur la création de sociétés européennes. Il rappelle en particulier le rapport élaboré sur ce point le 31 janvier 1969.

Les études et les travaux menés par la Commission sur ce point ont été depuis lors poursuivis et ont abouti à la proposition d'un règlement du Conseil portant Statut des sociétés anonymes européennes sur laquelle le Conseil des Communautés européennes a demandé l'avis du Comité et de l'Assemblée.

C'est dans des conditions exceptionnelles à bien des égards que le Comité est aujourd'hui appelé à statuer sur l'avis élaboré par la section spécialisée pour les questions économiques.

En tout premier lieu, le groupe d'étude constitué pour étudier cette question sous la présidence de M. AMEYE a perdu successivement son premier Rapporteur, le Président BRENNER, puis son deuxième Rapporteur, le Président ASCHOFF, qui avait pris sa suite. Au moment d'achever sans eux leur travail, il convient de rappeler leur souvenir et de leur rendre hommage. Il faut associer à leur mémoire celle du Président GIUNTI qui faisait aussi partie de ce groupe d'étude et que la mort a enlevé au lendemain d'une des réunions. Ainsi, au cours de nos travaux, tous les Groupes de cette Assemblée ont été également frappés en la personne de leurs Présidents qui avaient tenu à prendre une part personnelle à l'élaboration d'un avis auquel ils

attachaient une importance à la mesure des ambitions de la Commission lorsqu'elle a elle-même élaboré son projet.

L'avis soumis au Comité, avait été adopté par la section spécialisée pour les questions économiques, à l'unanimité moins 2 abstentions, le 15 mai 1972, c'est-à-dire avant le décès du deuxième Rapporteur. Aussi a-t-il paru convenable que MM. BRENNER et ASCHOFF restent les seuls Rapporteurs d'un avis à l'élaboration duquel ils avaient donné tant d'eux-mêmes.

M. AMEYE, qui présidait le groupe d'étude, avait bien voulu accepter de présenter cet avis qui, pour être l'oeuvre de la section toute entière, est en grande partie la leur. Il convient à ce point, de remercier les experts qui les ont assistés dans leur tâche avec compétence et avec dévouement et tout particulièrement MM. FRIEDRICHS et WALTHER. Il est heureux que M. FRIEDRICHS vienne d'être nommé membre du Comité économique et social et de sa section spécialisée pour les questions économiques. Il a bien voulu, avec l'accord de M. AMEYE, accepter de présenter cet avis. Il doit en être remercié.

D'une autre manière aussi, l'avis de la section a un caractère exceptionnel : il résulte de l'importance que tous les Groupes et aussi chacun des membres de la section attachaient au projet qui a été soumis par le Conseil des Communautés européennes. Le Rapporteur en rappellera lui-même les raisons.

Cela a conduit la section à une réflexion approfondie sur les questions qu'il soulève à la fois sur le plan politique, dans le domaine économique et financier, dans celui de la gestion, sur le terrain social comme en matière juridique. Aussi le groupe d'étude a-t-il consacré dix réunions et la section elle-même, cinq séances, dont certaines se sont étendues sur plusieurs jours, à la mise au point de l'avis.

Au cours de ce long travail, la conviction s'est faite que sur des points essentiels, non seulement les Groupes mais chacun des Conseillers pour ce qui le concerne pouvait légitimement hésiter sur les solutions à recommander. Dans cette situation et sur un problème considéré par tous comme important, il n'eût pas été raisonnable de s'en remettre au hasard de votes dont les résultats ou les motivations auraient risqué d'être fréquemment contradictoires.

Il s'est trouvé qu'au cours de sa réunion du 10 février 1972, à laquelle avaient été conviés les Présidents de section, le Bureau du Comité a souhaité, sur la proposition de M. BRENNER lui-même, que soit tentée, à titre exceptionnel, à l'occasion de cette consultation, l'expérience de l'exposé de thèses divergentes. Le Rapporteur précisera tout à l'heure les points sur lesquels ce vœu du Bureau a rejoint le désir quasi unanime de la section de recommander que le document soumis pour avis fasse l'objet de la part de la Commission d'un nouvel examen éclairé, à titre exceptionnel, par l'exposé des différentes opinions.

Avant de conclure cette introduction et de demander au Président de donner la parole à M. FRIEDRICHS, M. de PRECIGOUT voudrait adresser, en tant que Président de la section, ses remerciements à tous les collègues qui ont participé à l'élaboration de cet avis avec un grand sens de responsabilité et qui, au delà des divergences d'opinions sur tel ou tel point important, se sont retrouvés d'accord pour apporter aux autorités de la Commission une contribution positive. Ils l'ont fait dans des conditions parfois difficiles et ils ont demandé, en particulier, d'attirer l'attention du Bureau et, à travers lui, de la Commission et du Conseil, sur les complications et les malentendus qui résultent de textes élaborés parfois hâtivement et de traductions incertaines. De ce point de vue aussi, la révision recommandée dans l'avis ne sera pas inutile, s'agissant de textes qui doivent s'imposer dans des pays différents et dont l'interprétation ne doit pas prêter à contestation.

Enfin, M. de PRECIGOUT voudrait dire devant M. le Commissaire HAFERKAMP, qui a fait l'honneur d'assister à ce débat, que, reconnaissants du concours qui, tout au long des débats, a été apporté par les représentants de la Commission et en particulier par M. GLEICHMANN, les Conseillers sont aussi tous très conscients de la difficulté devant laquelle s'est trouvée placée la Commission lorsqu'il s'est agi d'élaborer sa proposition de règlement. La différence des structures économiques, sociales et même politiques, plus peut-être que les divergences de traditions juridiques, rendait sa tâche particulièrement ardue. Certains pensent qu'elle s'est elle-même compliquée cette tâche dans le souci de résoudre trop de problèmes à la fois, y compris les plus difficiles. Dire cela, ce n'est pas mettre en question ses intentions, c'est au contraire souligner la hauteur de ses ambitions.

Il serait souhaitable que l'exposé des points d'accord et aussi des points de désaccord soit reçu par elle et par le Conseil des Communautés européennes comme une contribution positive à la réalisation de ces ambitions en éclairant le nouvel examen que, d'une façon quasi unanime, la section juge indispensable.

II. EXPOSE DE M. FRIEDRICHS, RAPPORTEUR

M. FRIEDRICHS déclare que la proposition de règlement, concernant la société anonyme européenne, est d'une importance considérable. Elle ne concerne pas simplement le droit des sociétés des différents pays membres, mais déborde ce cadre en se référant à certaines dispositions du droit fiscal, du droit des ententes, et de la représentation des travailleurs au sein des entreprises.

L'avis contient, dans une première partie, des observations générales sur les différents titres du projet de règlement et, dans une deuxième partie, les observations particulières : cette division

en deux parties permet de tenir compte à la fois des aspects de caractère politique du règlement et des détails plus techniques, sans rendre la lecture de l'avis trop compliquée.

Après avoir traité le problème de la base juridique du Règlement, question qui a été longuement évoquée au cours des discussions de la section spécialisée, l'avis indique pourquoi la section s'est prononcée de manière tout à fait nette en faveur de l'élaboration d'un statut de société européenne. A son avis cet instrument juridique permettra certainement de renforcer la cohésion entre les pays membres, en améliorant notamment la compétitivité des entreprises européennes sur le plan national.

L'avis souligne par ailleurs que l'adoption d'un statut de société européenne aura certainement des répercussions sur les droits nationaux des sociétés ainsi que sur l'harmonisation de ces droits sur le plan européen. Un nombre aussi grand que possible de sociétés doivent pouvoir se servir de cette forme juridique. Dès lors, dans les observations sur le titre I du Statut (Dispositions générales) la section demande que le capital minimal fixé pour l'accès au Statut soit réduit; en outre non seulement les sociétés anonymes, mais également d'autres formes d'entreprises, devraient avoir accès au Statut.

En ce qui concerne la constitution d'une société anonyme et dans le cas d'une fusion, l'avis souligne la nécessité d'assurer à côté de la protection des créanciers, celle des travailleurs.

Quant au titre III (Capital, actions, droit des actionnaires et obligations), il faut souligner qu'il y a eu un accord sur l'opportunité de garantir le libre choix entre actions au porteur et actions nominatives, et, contrairement à la proposition de la Commission, l'avis ne demande pas qu'au moment de la constitution le

capital soit intégralement versé : on suggère d'examiner la question de savoir si le Règlement ne devrait permettre à la société la possibilité d'émettre certaines actions particulières.

Les dispositions du titre IV du Statut concernant l'organisation interne de la société européenne ont été dans le fond approuvées par la section spécialisée, comme par exemple la distinction institutionnelle entre Directoire et Conseil de surveillance; ce problème étant réglé de façon très différente dans les pays membres, il a fallu des discussions approfondies au sein de la section avant qu'on ne puisse trouver une solution de compromis.

Pour ce qui est du titre V (Représentation des travailleurs dans la société anonyme européenne), il a été impossible de trouver un accord au sein de la section. Ceci est compréhensible si l'on songe à la nature des intérêts à cause et aux différences considérables qui existent en ce domaine dans les pays de la Communauté, sur le plan législatif. Tandis que certains pays prévoient une pleine représentation des travailleurs dans la société, d'autres ne la reconnaissent que dans une certaine mesure ou la refusent. Il est toutefois significatif que, malgré ces divergences de principe, les débats au sein du groupe d'étude et de la section spécialisée aient permis d'arriver à une certaine convergence de vues.

Il a été d'abord convenu que le statut de la société anonyme européenne devrait nécessairement comporter un chapitre sur la représentation des travailleurs prévoyant un système uniforme de représentation. En d'autres termes, la représentation des travailleurs ne doit pas dépendre du siège de la société. En outre on a admis l'idée fondamentale de la proposition de règlement à savoir que la représentation des travailleurs serait assurée par le moyen d'un comité d'entreprise, d'un conseil de surveillance et d'une participation à la définition des conditions de travail et de rémunération au moyen de conventions collectives.

En ce qui concerne la mise en pratique de ces institutions, notamment leur composition ainsi que les compétences que l'on donnera aux travailleurs, les opinions étaient tellement divergentes qu'il a été impossible à la section d'arrêter une position majoritaire. M. de PRECIGOUT a déjà attiré l'attention sur le fait que le Rapporteur, contrairement à la procédure habituelle, a dû reproduire dans l'avis de la section les différents points de vues qui se sont manifestés.

Le titre VI (Comptes annuels) est important notamment en raison des exigences de clarté, de véracité et de constance auxquelles doit répondre la comptabilité. L'avis tient compte de cet aspect et attire l'attention sur le fait que les dispositions reprises par la Commission dans sa proposition devraient être quelque peu simplifiées; sinon, elles manqueraient leur but, à savoir permettre aux actionnaires et aux tiers l'obtention d'une information sûre.

En ce qui concerne le titre VII, qui traite des groupes de sociétés, la proposition de règlement vise surtout la protection des actionnaires et des créanciers. L'avis se déclare en faveur d'une réglementation propre aux groupes de sociétés, mais, comme pour la représentation des travailleurs, il n'a pas été possible de dégager un avis uniforme quant à la forme à donner à cette réglementation.

Les titres VIII à XI de la proposition de règlement concernent la modification des statuts, la dissolution, la liquidation, la faillite, la transformation et la fusion des sociétés. Il n'y a pas eu de difficultés particulières pour ces titres.

Quant au droit fiscal, repris au titre XII du Statut, la section a estimé qu'il ne fallait pas favoriser ou défavoriser la société anonyme européenne. Le Comité économique et social a déjà émis des avis à ce sujet, avis auxquels il convient de se référer.

Quant aux dispositions pénales du titre XIII, la section estime opportun de limiter, pour les sociétés européennes, les infractions pénales et de ne pas transposer les dispositions pénales nationales. Elle attire en outre l'attention sur la situation particulière de la République fédérale, pays dans lequel le droit pénal a des dispositions "contraventionnelles".

M. FRIEDRICHS termine son exposé en rappelant que la proposition d'un Statut de société anonyme européenne s'écarte, dans bien des détails, des dispositions existant dans les législations nationales. Il est par conséquent heureux de constater que sur certains points de particulière importance, les milieux économiques et sociaux représentés au Comité économique et social aient pu faire preuve d'autant de sens de responsabilité.

M. AMEYE déclare que le Groupe I, au nom duquel il prend la parole est extrêmement conscient de l'importance du document qui est soumis au Comité économique et social. Le statut d'une société européenne est un des moyens qui facilitera l'intégration des économies nationales et favorisera la naissance d'une véritable économie européenne.

Les travaux de la section ont été très longs et parfois très difficiles, non seulement à cause des problèmes juridiques qui se posaient mais aussi et surtout à cause des positions assez différentes qui se sont manifestées notamment quant à la structure et le fonctionnement de la société anonyme européenne.

Ayant eu le privilège de présider le groupe de travail qui a préparé les travaux de la section, M. AMEYE voudrait porter témoignage des nombreuses tentatives faites pour rapprocher les différents points de vue qui se sont exprimés tout au long des débats. En confirmant les points de vues de la section le Comité apportera ainsi une

contribution positive aux travaux communautaires qui consistent à rechercher des positions communes sur le plus grand nombre de points.

Le Groupe I n'est peut-être pas unanime sur tous les points de l'avis et certains de ses membres seraient heureux de voir préciser ou de voir modifier certains passages. Le Groupe I dans son ensemble désire toutefois reconnaître la valeur du travail qui a été accompli par le Rapporteur; c'est la raison pour laquelle le groupe en tant que tel ne déposera pas d'amendements à l'avis de la section. Par conséquent les amendements qui pourraient être présentés au cours des débats par les Conseillers du Groupe I doivent être considérés comme des amendements personnels. Le Groupe souhaite d'ailleurs qu'ils soient limités et que, dans la mesure du possible, on n'entre pas dans le fond du débat. D'ailleurs il ne faut pas oublier que la Commission prépare certaines propositions dans des domaines qui sont proches de ceux traités dans le cadre de la S.E. européenne, ce qui permettra éventuellement au Comité d'approfondir certaines positions.

M. HOFFMANN, au nom du Groupe II remercie très cordialement M. FRIEDRICHS, pour le travail accompli en tant qu'expert et Rapporteur. Le Groupe II se réjouit de ce que le Comité ait la possibilité de se prononcer sur le projet de Statut de société anonyme européenne qu'il considère comme point de départ pour l'évolution d'un droit européen. L'économie en général et les entreprises en particulier ont en effet besoin d'un instrument de coopération dépassant les frontières et qui leur permette de faire face aux exigences de la société actuelle.

Tout en comprenant cette nécessité, le Groupe II désire en même temps souligner que cet essai d'intégration ne doit pas se limiter aux aspects purement économiques, mais qu'il doit également tenir compte des exigences sociales.

MM. FRIEDRICHS et AMEYE ont mentionné un certain nombre de points sur lesquels l'accord a pu se faire en section spécialisée; sans vouloir entrer dans les détails, M. HOFFMANN voudrait souligner l'importance de certains d'entre eux.

Pour ce qui est du Conseil de surveillance, une certaine tension s'est manifestée au sein de la section spécialisée au sujet de sa composition. Il y a eu également divergence d'opinion en ce qui concerne le comité d'entreprise, notamment sa composition. De l'avis du deuxième groupe le comité d'entreprise n'est pas l'instrument approprié pour défendre les intérêts des travailleurs au sein de l'entreprise même. C'est cependant un organe qui doit permettre d'instaurer un dialogue entre travailleurs et employeur avant que des décisions soient prises.

Du reste en ce qui concerne le rôle du Comité d'entreprise, des divergences de vues se sont manifestées au sein du Groupe II et des questions importantes attendent encore une solution.

Quant au droit des groupes de sociétés, le Groupe II estime que les relations juridiques entre la société européenne et les autres sociétés doivent être réglées dans un statut européen de telle sorte que la protection des actionnaires et des tiers soit garantie et que l'information et la protection des travailleurs soient assurées.

Des dispositions en la matière n'existent jusqu'à présent que dans un seul Etat membre, en l'occurrence en République fédérale d'Allemagne. Il est vrai que dans les autres Etats membres, les groupes existent "de facto" mais ne sont pas définis juridiquement. Les Conseillers appartenant au Groupe I ont estimé que la Commission allait trop loin dans sa proposition et que le pouvoir de décision propre de l'entreprise était trop restreint. Le Groupe II ne peut partager cet avis.

Le Groupe II estime que la société anonyme européenne doit être un instrument de coopération; par ailleurs cet instrument de coopération ne doit pas être simplement au service des intérêts économiques de l'entreprise, mais également au service des travailleurs; sinon les travailleurs seraient à l'avenir contraints de défendre leurs intérêts sur le seul plan national, ce qui est difficile à concevoir.

Même s'il existe de nombreuses objections à l'égard de la proposition de la Commission et de l'avis de la section, le Groupe II est toutefois prêt à accepter sans restriction l'avis qui est proposé. En d'autres termes il ne présentera aucune proposition d'amendement; si des proposition d'amendement étaient présentées, elles relèveraient d'une initiative personnelle.

Après avoir souhaité que cette attitude soit également suivie par le Groupe III, M. HOFFMANN se référant à la possibilité de voir le Groupe "C.G.I.L.-C.G.T." présenter des amendements, déclare que le Groupe II ne pourra les accepter même si, parmi ses membres certains correspondent à sa conception de la politique du droit des sociétés.

M. DE BRUYN déclare que le Groupe III appuie tout d'abord la prise de position de l'avis selon laquelle il est indispensable de compléter le statut de la société anonyme européenne par des formes juridiques convenant à divers types d'entreprises. De plus, le Groupe III souhaite très vivement que l'accès au statut de la société européenne soit élargi afin que les petites et moyennes entreprises - dont la compétitivité dans le cadre de la Communauté peut précisément trouver dans ce type de société un élément favorable - puissent y accéder. Il faudrait en effet éviter que le statut de la société anonyme européenne ne s'applique qu'aux grandes entreprises et n'aboutisse à rendre plus difficiles encore l'existence et le développement des petites et moyennes entreprises.

La Communauté n'est pas une création inspirée par un esprit conservateur; elle constitue, au contraire, un facteur de progrès. Elle doit donc dans ses actions concrètes tenir compte de l'évolution des choses, évolution qui ne s'arrête jamais. Dès lors il n'est peut-être pas utile, comme semble vouloir le faire la proposition de règlement sur la société anonyme européenne, de cristalliser dans des textes extrêmement précis et parfois trop détaillés, certaines situations qui, par ailleurs, ne sont pas toutes arrivées à un même degré d'évolution dans les différents pays membres. Considérant que les innovations ne peuvent jamais être imposées si elles ne sont pas le résultat des concertations préalables entre toutes les parties intéressées, le Groupe III souhaite le maximum de souplesse afin de rendre le statut de la société anonyme européenne plus largement applicable.

Le communiqué final du sommet de Paris précise que les institutions de la Communauté devront arrêter avant le 1er janvier 1974 les mesures permettant notamment d'assurer la collaboration des travailleurs dans les organes des entreprises et de faciliter la conclusion des conventions collectives européennes. Dès lors, on peut se demander s'il est opportun d'innover, comme le fait l'article 137 du Statut, alors qu'on attend, dans le courant de l'année prochaine, des initiatives de la Commission dans ce domaine et des prises de position des institutions communautaires et du Comité lui-même. Une initiative a d'ailleurs déjà été prise par la Commission en matière de coordination du droit des sociétés anonymes dans les Etats membres.

M. DE BRUYN conclut son intervention en déclarant que les membres du Groupe III se réservent évidemment le droit d'intervenir sur l'un ou l'autre point particulier lors de la discussion détaillée de l'avis de la section. Le groupe en tant que tel ne déposera toutefois aucune proposition d'amendement.

M. DIDO parlant au nom du groupe C.G.I.L.-C.G.T., déclare que ce dernier ne retrouve pas ses conceptions dans l'avis de la section spécialisée. Si le groupe C.G.I.L.-C.G.T. n'est pas hostile à la création d'entreprises de grande dimension, il constate que la proposition de la Commission sur la société anonyme européenne ne fait que favoriser la création de sociétés multinationales, qui sont soustraites au contrôle démocratique des législations nationales.

Ce fait est d'autant plus grave que la politique d'investissements et de production de ces entreprises influencent la politique économique des pays membres. C'est la raison pour laquelle le groupe est opposé au projet de la Commission. En ce qui concerne plus particulièrement les dispositions contenues au titre V du Statut, le groupe C.G.I.L.-C.G.T. est en principe opposé au principe de la cogestion et de la co-responsabilité des travailleurs dans la gestion des entreprises. Il est en effet illusoire de voir dans ce principe le début d'une "démocratie industrielle" telle qu'elle est conçue dans certains milieux. Ce principe se concrétise en deux institutions : la création d'un Conseil de surveillance et le recours à l'arbitrage obligatoire.

Quant au Conseil de surveillance, il ne s'agit pas simplement d'une fonction de contrôle qui est donnée aux travailleurs, d'une fonction que l'on pourrait accepter, mais bien au contraire d'une tentative de les rendre co-responsables de la gestion de l'entreprise à des conditions inacceptables. En Italie, comme en France, le mouvement syndical n'acceptera jamais le principe de la cogestion.

La généralisation à l'ensemble des pays membres d'expériences considérées valables dans certains pays ne peut pas être acceptée, car elles ne correspondent pas à la réalité économique et sociale des autres pays. La participation des travailleurs doit en effet être

conçue en termes de confrontation des représentants syndicaux et de la direction des entreprises, de même que cela se fait dans les Etats membres. La confrontation entre syndicats et pouvoirs publics se fait d'ailleurs elle aussi dans le plein respect de l'autonomie et de l'indépendance des syndicats. Il ne s'agit donc pas pour le groupe C.G.I.L.-C.G.T. de vouloir se soustraire à ses responsabilités en matière de développement économique; bien au contraire, il refuse simplement une situation qui subordonnerait les travailleurs aux pouvoirs réels du patronat.

L'arbitrage qui est envisagé en cas de conflit entre le Comité européen d'entreprise et le directoire, est également prévu d'une façon obligatoire, même dans le cas de divergence entre le Comité européen d'entreprise et les organes de représentation des travailleurs définis à l'article 102 du Statut. Cette procédure est tout à fait absurde, les divergences entre les représentants des travailleurs à différents niveaux se résolvant par des procédures que les syndicats eux-mêmes doivent déterminer de façon autonome. En tout cas, l'arbitrage ne peut être que volontaire et ne doit en aucun cas limiter la liberté d'action des syndicats.

M. DIDO fait enfin observer que le groupe C.G.I.L.-C.G.T. présentera des amendements sur différents points de l'avis. Il serait toutefois prêt à accepter qu'ils ne soient pas mis au vote, son but étant de les voir figurer dans le compte rendu des débats.

M. HAFERKAMP, Vice-Président de la Commission, déclare que les délibérations du Comité économique et social sur le Statut de la société anonyme sont pour la Commission extrêmement importantes. Il remercie tous les Conseillers qui ont participé à ses travaux et en particulier il rend hommage à la mémoire de MM. BRENNER et ASCHOFF, qui furent les premiers Rapporteurs de la section spécialisée pour les questions économiques.

C'est en été 1970 que la Commission avait présenté la proposition de règlement que le Comité examine actuellement. Puisqu'il s'agissait d'un sujet extrêmement complexe il était évident que sur de nombreux points des controverses devraient surgir. Les travaux préparatoires ont été très longs et la Commission elle-même s'est longuement entretenue des différents points qui font aujourd'hui également l'objet des débats.

Sur certains points, la Commission n'a pas été unanime et il a fallu procéder à un vote. Sur d'autres, et notamment sur les principes qui constituent la structure même du Statut, il y a eu toutefois avis unanime. Les interventions des orateurs précédents ont d'ailleurs indiqué qu'au sein du Comité économique et social une tendance analogue s'est dessinée, et que l'on était parvenu à un accord sur certaines questions de principe, même si, concrètement, il y avait au départ une grande variété d'opinions.

Depuis 1970 la Commission a élaboré de nouvelles propositions qui s'insèrent dans le cadre général du droit des sociétés; la dernière est la 5ème directive relative à l'harmonisation de la structure des sociétés anonymes ainsi qu'aux pouvoirs et obligations de leurs organes, directive dans laquelle le problème de la cogestion a également été abordé; il a en effet été prévu par la Commission une participation des travailleurs dans les entreprises de plus de 500 employés. Il s'agit d'un problème important puisque depuis l'adoption par la Commission du Statut de la société anonyme, la situation a évolué. Si en 1970 un seul Etat membre (l'Allemagne) prévoyait des dispositions concernant la représentation des travailleurs dans la société européenne, depuis cette date, les Pays-Bas en ont fait autant et bientôt le Danemark rejoindra ces deux premiers pays. La Commission est toutefois convaincue que ce problème devra trouver une solution sur le plan européen.

Dans son avis, la section spécialisée pour les questions économique demande des mesures d'harmonisation dans d'autres domaines que celui prévu dans le Statut, par exemple celui de la société à responsabilité limitée. Il est important de souligner que la Commission est en train d'élaborer des propositions dans ce sens et notamment pour les sociétés de capitaux autres que la société anonyme. Le droit des groupes fera aussi l'objet de propositions d'harmonisation.

Toutes ces propositions permettront ainsi à la Commission de poursuivre le dialogue avec le Comité économique et social et de recueillir les réactions des milieux économiques et sociaux intéressés, qui sont engagés dans le développement économique de la Communauté et devront opérer sur la base de dispositions prises au niveau communautaire.

En ce qui concerne plus particulièrement la représentation des travailleurs dans les différents organes de la société anonyme, les discussions ne cesseront de se poursuivre à l'avenir. Au sein du Comité économique et social, comme l'a fort bien souligné le Rapporteur, l'accord s'est fait sur les principes, mais avec tout un éventail d'opinions au sujet de la mise en oeuvre pratique. M. HAFERKAMP souligne le fait qu'à ce stade du débat, il est moins important de trouver un accord sur des questions de détail que d'aboutir à une décision politique de la part des instances compétentes. Or, l'avis de la section est d'une importance considérable, soit pour sa valeur politique, soit pour les suggestions de détail qu'il contient.

III. EXAMEN, PAGE PAR PAGE, DU TEXTE DE L'AVIS

Page 8

Un amendement proposé par M. HEMMER vise à biffer, au 3ème alinéa, les mots :

"Quant à une représentation des travailleurs au Conseil de surveillance".

M. HEMMER déclare qu'il ne serait pas opportun d'introduire dans le statut de la société anonyme européenne une innovation étrangère à la législation nationale de la plupart des pays membres. L'affirmation d'un accord de principe dans le texte de l'avis est en outre en contradiction avec les parties subséquentes qui font état de tout un éventail d'opinions divergentes. L'orateur déclare que le but de son intervention est simplement de clarifier le texte et de mettre en concordance le contenu de la page 8, avec celui des pages suivantes.

M. DE BIEVRE soutient l'amendement présenté par M. HEMMER. Il rappelle qu'en section, un vote était intervenu sur la représentation des travailleurs au Conseil de surveillance et que les positions de l'opinion contraire avaient été battus par un vote. Est alors intervenu un vote sur la composition du Conseil d'entreprise et les Conseillers appartenant au 2ème Groupe ont vu leurs thèses rejetées par la section. Celle-ci a alors décidé que l'avis fasse état des opinions divergentes qui s'étaient manifestées. Compte tenu du "gentlemen's agreement" qui est intervenu sur les points sur lesquels les divergences se sont manifestées, il faut alors que le paragraphe 2 de la page 8 de l'avis soit mis en concordance avec ce qui est dit par la suite.

Par conséquent l'amendement présenté par M. HEMMER est parfaitement logique et devrait être retenu.

M. FRIEDRICHS déclare que le point visé par la demande de M. HEMMER a fait l'objet, en groupe d'étude et en section spécialisée, de longues discussions.

Le paragraphe auquel il est fait allusion avait été modifié dans le sens que l'expression "participation des travailleurs" a par suite été remplacé par "représentation des travailleurs". Une autre modification avait été apportée au texte, mais elle est beaucoup moins importante.

Au cours des discussions, la section a abordé également la question de savoir dans quelle mesure les travailleurs devraient être représentés au sein du Conseil de surveillance. Un accord unanime a pu être obtenu sur cette question, une proposition introduite par Mme. HESSE et selon laquelle il conviendrait simplement de reprendre les différentes opinions dans l'avis ayant été acceptée.

Ensuite la section a largement discuté du Comité d'entreprise ainsi que de sa composition et a estimé que ce Comité devrait se composer de représentants des travailleurs et des employeurs.

En ce qui concerne enfin les autres passages du paragraphe 6 de l'avis et notamment celui qui concerne la compétence du Comité d'entreprise, la section s'est prononcée d'une façon qui ne correspondait pas à la position déjà prise sur sa composition. La contradiction qui en découlait a fait aboutir à un compromis consistant à insérer dans l'avis les différentes opinions qui avaient été exprimées à ce sujet.

Dans ces conditions, M. FRIEDRICHS demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement de M. HEMMER.

Mme. BADUEL GLORIOSO déclare que le texte de l'avis doit être maintenu tel qu'il est, car il reprend toutes les nuances possibles et tient compte des différentes positions qui se sont manifestées au sein de la section. Elle demande par conséquent à M. HEMMER de retirer son amendement.

Etant donné les conditions particulières dans lesquelles se déroule le débat, M. HEMMER se déclare prêt à retirer l'amendement présenté.

M. KUIPERS souhaite que le texte néerlandais relatif à la page 8 de l'avis soit mis en concordance avec le texte français qui lui semble plus clair.

Page 33

MM. MASCARELLO, CALVETTI, DIDO, SCALIA et ALASIA présentent un amendement visant à insérer le texte suivant avant le commentaire relatif à l'article 82.

Article 80

L'article du projet du Statut doit être supprimé et remplacé par un nouvel article ainsi rédigé.:

"Les membres du Conseil de surveillance sont tenus au secret professionnel pour toutes les questions relatives aux procédés de fabrication.

Si la majorité du Conseil de surveillance le décide, certaines informations ayant trait à la société ou à ses sociétés dépendantes peuvent être considérées comme confidentielles".

M. MASCARELLO déclare qu'il est difficile d'admettre que dans les sociétés régies par la loi du profit leurs intérêts convergent avec ceux du personnel. La nature confidentielle de certaines informations ne peut être laissée à la seule appréciation de la direction de la société anonyme européenne.

M. FRIEDRICHS déclare qu'il s'agit d'un article qui concerne essentiellement le Conseil de surveillance et qui oblige à traiter

confidentiellement les informations qui concernent la société ou son personnel. On se demandera naturellement quelles sont les questions qui sont confidentielles et qui par conséquent nécessitent une certaine protection. En principe toutes les questions traitées par le Conseil de surveillance ne sont pas confidentielles et ce n'est qu'exceptionnellement que certaines peuvent être considérées comme telles. C'est en définitive une décision qui relève de l'appréciation individuelle et ce sont finalement les membres du Conseil lui-même qui devront trancher cette question.

M. MASCARELLO se référant à l'intervention effectuée par M. DIDO dans le cadre de la discussion générale déclare, également, au nom des autres signataires, qu'il ne demandera pas de vote sur cet amendement si celui-ci figure au compte rendu des débats.

Afin de ne pas alourdir le débat, cette possibilité pourrait être également retenue pour les autres amendements présentés par les mêmes Conseillers et dont le contenu est le suivant :

Page 37

Article 102

Ajouter le texte suivant :

"... et de supprimer le 4ème tiret en le remplaçant par ce qui suit :

En Italie, les organismes représentatifs des travailleurs prévus par la loi du 20 mai 1970 n° 300".

Page 38

Article 105 - nouveau commentaire

Insérer entre la 2ème phrase et le premier tiret la phrase suivante :

"- moins de 200 travailleurs : 1 représentant".

Exposé des motifs

Cette adjonction est indispensable pour assurer la représentation d'un établissement de la société européenne lorsque la société ne compte qu'un seul établissement dans un pays de la Communauté même si l'effectif occupé dans cet établissement est inférieur à 200.

Page 39

Article 119

2ème alinéa

Supprimer la deuxième partie de la seconde phrase :

"au sens de la quatrième section du présent titre".

3ème alinéa

Supprimer le membre de phrase :

"Les conventions collectives conclues conformément aux dispositions de la quatrième section et les accords d'entreprise conclus par ses soins".

Exposé des motifs

Les organisations syndicales doivent, seules, être habilitées à discuter, négocier et conclure des Conventions collectives ou des accords avec la direction de la société européenne.

Article 127

Supprimer cet article.

Exposé des motifs

D'une part, pour le 1er alinéa comme il a été dit à propos des amendements à l'article 119, seules organisations syndicales sont habilitées à discuter, négocier et conclure des Conventions collectives ou accords avec la direction de la société européenne.

D'autre part, en ce qui concerne le 2ème alinéa, sa suppression est nécessaire afin que soient garanties toutes clauses plus favorables existant dans des accords ou Conventions d'établissements.

Articles 128 - 129

Supprimer ces articles.

Exposé des motifs

Le recours à l'arbitrage ne peut résulter que d'un accord entre les parties opposées.

Article 132

Ajouter à la fin de l'article l'alinéa suivant :

"Lorsque les sociétés constituant le groupe ont des établissements dans plusieurs pays de la Communauté, les membres des organes de représentation visés à l'article 131 d'un même pays désignent 1 représentant au Comité d'entreprise de groupe même si le nombre de travailleurs occupés est inférieur à 1.000".

Exposé des motifs

Chaque pays ayant une société ou un établissement membre du groupe doit avoir, au moins 1 représentant au Comité d'entreprise de groupe.

Article 135

Compléter le 2ème alinéa en ajoutant :

"Sans toutefois porter atteinte aux clauses plus favorables en vigueur".

Exposé des motifs

Il est en effet indispensable que soient garantis les avantages acquis.

Article 136

Supprimer cet article.

Exposé des motifs

Même raison que pour les articles 128 et 129.

Article 139

L'alinéa 3 doit être complété ainsi :

"à deux tours avec représentation proportionnelle. Si le nombre de votants est inférieur à la moitié des électeurs inscrits, un deuxième tour a lieu dans un délai de 1 mois. Il est attribué à chaque liste autant de sièges que le nombre de voix recueilli par elle contient de fois le quotient électoral. Le quotient électoral est égal au nombre de suffrages valablement exprimés au sens de l'alinéa 2 précédent, divisé par le nombre de sièges à pourvoir".

Les alinéas 6 et 7 doivent être supprimés.

Un alinéa 6 nouveau serait rédigé ainsi :

"Les listes de candidats sont établies par les organisations syndicales constituées au niveau européen".

Exposé des motifs

Le mode de représentation proportionnelle est le seul équitable.

Les organisations syndicales constituées au niveau européen doivent être seules habilitées à présenter des candidats pour la représentation des travailleurs au Conseil de surveillance.

Article 140

Supprimer cet article.

Exposé des motifs

Voir l'exposé des motifs précédent en particulier le 2ème alinéa.

Article 142

Cet article devrait être modifié ainsi :

"Le Conseil de surveillance ne pourra se réunir que pour autant que le scrutin prévu au sens de l'article 139 aura eu lieu.

Dans le cas où à l'occasion d'un nouveau mandat le scrutin n'a pas eu lieu dans les 2 mois, le Conseil de surveillance en exercice assumera ses compétences jusqu'à la date à laquelle interviendra la désignation des représentants des travailleurs".

Exposé des motifs

La nouvelle rédaction garantit que le Conseil de surveillance siègera en tout état de cause avec la participation des représentants des travailleurs.

Il n'est pas possible de concevoir que le Conseil de surveillance puisse siéger avec les seuls membres désignés par l'Assemblée générale. A la limite, la direction de la société européenne pourrait procéder à des opérations de retardement et prendre des décisions avalisées par un Conseil de surveillance amputé de la représentation des travailleurs.

Article 146

Remplacer le texte du projet par la rédaction suivante :

"Les conditions de rémunération, de durée du travail, d'emploi d'exercice des libertés syndicales et plus généralement de tous les éléments liés aux conditions de travail peuvent être réglées par voie de Convention collective conclue entre la société anonyme européenne et les syndicats représentés dans ses établissements.

Les clauses plus avantageuses en vigueur dans un ou plusieurs établissements de la société sont acquises de plein droit".

Exposé des motifs

Les organisations syndicales doivent être seules habilitées à conclure des Conventions collectives. Une nouvelle Convention collective ne peut porter préjudice aux travailleurs qui disposeraient d'avantages supérieurs dans tel ou tel établissement.

Article 147

Suppression de cet article.

Exposé des motifs

On ne voit pas pourquoi une Convention collective ne serait applicable qu'à une partie du personnel.

IV. VOTE SUR L'ENSEMBLE DE L'AVIS

L'avis a été adopté par vote à main levée, en vertu de l'article 45, 2ème et 3ème alinéas du Règlement intérieur, par 82 voix pour, 7 voix contre et 3 abstentions, 92 Conseillers étant présents ou représentés.

M. DE BIEVRE déclara avoir voté contre l'avis car il estime que le "gentlemen's agreement" qui était intervenu pour la rédaction de la page 8, 3ème alinéa de l'avis, n'a pas été respecté. Il exprime cette conviction, sans pour cela mettre en cause la bonne foi du Rapporteur.

M. FRIEDRICHS déclare que l'avis a été élaboré en toute conscience, de la meilleure façon possible, et qu'il n'a jamais été question d'un "gentlemen's agreement" ou d'un accord sous quelque forme que ce soit.

M. de PRECIGOUT cautionne entièrement, bien que ce soit inutile de le faire, la déclaration de M. FRIEDRICHS.

M. KUIPERS déclare s'être abstenu à cause des difficultés qu'il a rencontrées dans la compréhension de certains passages du texte néerlandais.

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

Bruxelles, le 18 décembre 1972

COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS
du Comité économique et social
sur la
"Réforme de l'agriculture"

106ème Session plénière
tenue à Bruxelles, au Palais des Congrès, salle Dynastie,
les 25 et 26 octobre 1972

Séance du 25 octobre 1972

Point 7 de l'ordre du jour

Le PRESIDENT propose de procéder à l'examen du point 7 de l'ordre du jour de la 106ème Session plénière, qui prévoit l'élaboration d'un supplément d'avis sur la

"Réforme de l'agriculture".

I. DECLARATION DU PRESIDENT DE LA SECTION SPECIALISEE POUR L'AGRICULTURE

M. VISOCCHI, Président de la section spécialisée pour l'agriculture, précise que le supplément d'avis en discussion doit être considéré comme la poursuite des travaux de la section relatifs à la "Réforme de l'agriculture".

Sur les six directives et règlements, soumis en la matière au Comité économique et social il y a deux ans, le Comité avait émis un avis élaboré sur la base d'un rapport de M. BERNES.

C'est pour approfondir les problèmes soulevés dans ce rapport que la section, avec l'autorisation du Bureau du Comité, a entrepris l'élaboration d'un supplément d'avis et d'un supplément de rapport. Le travail a été préparé par le même Rapporteur M. BERNES, et par le même groupe d'étude, présidé par M. RAMAEKERS.

Le PRESIDENT souligne encore la parfaite collaboration et l'appui efficace fournis par les services compétents de la Commission tout au long des travaux.

II. INTRODUCTION DE L'AVIS PRESENTE PAR LE RAPPORTEUR DE LA SECTION SPECIALISEE POUR L'AGRICULTURE

Le Rapporteur, M. BERNES, précise que la section estimant que le problème étant trop vaste pour le traiter dans son ensemble, s'est limité à quatre chapitres, à savoir :

- la mutation de l'agriculture,
- les perspectives des nouvelles directives,

- le problème foncier,
- l'action commune visant l'amélioration de la commercialisation et de la transformation.

Il faut savoir que notamment sur le dernier chapitre, qui traite du rôle et des tâches des groupements de producteurs, des controverses existent entre les divers intérêts économiques. Il souligne qu'au sein de la section on est arrivé à une position unanime en la matière, ce qui constitue une approche constructive et un apport considérable pour la poursuite de la politique agricole commune.

III. DISCUSSION GENERALE

Le PRESIDENT, après avoir vivement remercié le Rapporteur de la section spécialisée pour l'agriculture pour son exposé, ouvre la discussion générale.

M. ALASIA fait savoir qu'en Italie la valeur totale des produits agricoles au niveau de la production s'élève à 6.000 milliards de Lires tandis que la valeur de ces mêmes produits au niveau de la consommation monte à 15.000 milliards de Lires.

Par conséquent, les syndicats des travailleurs portent un intérêt considérable aux problèmes des groupements de producteurs, de la distribution, de la transformation et de la commercialisation, puisque la façon dont ces problèmes seront résolus déterminera la marge bénéficiaire de l'industriel et du commerçant et affectera donc aussi bien les producteurs agricoles que les travailleurs et leurs organisations.

M. ALASIA constate que la proposition de la Commission en matière des groupements de producteurs tend à éviter que les producteurs agricoles associés s'occupent eux-mêmes de la commercialisation et de la transformation des produits agricoles.

Ainsi, la Communauté s'oppose au désir des producteurs de lancer leurs produits directement sur le marché et réduit ce même producteur agricole à un simple fournisseur de matières premières.

Cette situation - dans un pays comme l'Italie où le système de coopératives est encore sous-développé - aboutit à accorder l'ensemble de la marge entre prix à la production et prix à la consommation aux grands industriels et aux grossistes.

Il serait dangereux de permettre aux industriels et aux commerçants de faire partie des groupements de producteurs comme le proposent les gouvernements italien et français, parce que dans une telle situation ces personnes auraient le contrôle des marchés et de l'orientation de la production.

M. ALASIA évoque ensuite les points 50 et 51 du supplément d'avis pour illustrer ses thèses.

Enfin, l'orateur souligne la nécessité de rapprocher les intérêts des producteurs et des travailleurs en passant par un raccourcissement des circuits de distribution et en favorisant les coopératives de producteurs agricoles et de travailleurs agricoles. Il faudrait arriver, estime-t-il, à la création de centres de vente contrôlés et gérés par le mouvement coopératif.

Il conclut en déclarant que le rapport entre industrie et production concerne des intérêts collectifs et ne peut plus être confié au contrôle et laissé à la gestion de commerçants et d'industriels soutenus par les pouvoirs publics.

M. CANONGE fait savoir que plusieurs considérations avancées par M. ALASIA ont été défendues également par des membres de la section agricole. Si ces considérations ne figurent pas dans le supplément de rapport ceci s'explique par le fait que ce document ne constitue

pas la fin des débats en la matière mais seulement une contribution à la clarification des problèmes. M. CANONGE y ajoute que si les producteurs agricoles s'intéressaient davantage aux travaux du Comité, ils pourraient considérer que certains de leurs représentants dans ce Comité ne se sont pas beaucoup occupés de leur point de vue.

M. ROLLINGER estime qu'il est un peu simpliste de dire que la différence qui existe entre la valeur des produits agricoles au niveau de la production et celle au niveau de la consommation est due à l'imperfection du système de distribution.

Il cite notamment l'exemple du secteur laitier où pour une grande partie de la production tous les stades intermédiaires sont assurés par les producteurs organisés en coopératives. On constate dans ce secteur tout de même un écart considérable entre le prix à la production d'un litre de lait et par exemple le prix d'un litre de yoghourt payé par le consommateur.

Il serait toutefois un non-sens de prétendre que dans ce secteur la transformation et la commercialisation profite au détriment des producteurs.

M. GUILLAUME souligne que ce n'est pas tellement la différence entre le prix du produit à l'état brut et le prix du produit à l'état transformé qui est en cause. On constate actuellement une évolution qui fait que la valeur ajoutée est de plus en plus grande. Cette évolution est encore plus avancée dans des pays plus industrialisés comme les Etats-Unis.

Le problème qui se pose est de savoir à qui doit aller cette valeur ajoutée. M. GUILLAUME conclut que la section a estimé que l'agriculteur, par les prolongements de son exploitation que sont les coopératives, devrait essayer d'obtenir le maximum de cette valeur ajoutée.

M. GINGEMBRE estime pour sa part, que c'est bien le problème de la structure des circuits de distribution qui est posé. Il se déclare prêt à discuter de ce problème mais alors il faut aller tout à fait au fond de celui-ci. Comme le problème est posé par certains orateurs M. GINGEMBRE ne peut pas l'accepter.

M. BERNIS, Rapporteur, est d'avis que les questions qui ont été soulevées se situent en marge du point jusqu'où la section a poussé ses travaux. Celle-ci s'est prononcée en faveur d'une organisation plus ordonnée des rapports entre les différents partenaires intervenant sur le marché. La section a estimé que dans la mesure où il y a une anarchie au niveau des producteurs il serait vain de vouloir organiser les stades ultérieurs. C'est pourquoi des problèmes comme l'organisation plus poussée de l'offre par les groupements de producteurs, et le rôle de l'interprofession dans le domaine de la transparence du marché et de l'établissement de normes de qualité ont été discutés au sein de la section et c'est sur de telles actions que l'unanimité a pu se faire.

Le RAPPORTEUR conclut en précisant qu'il se rend bien compte qu'au delà de ces considérations s'en situent d'autres.

IV. EXAMEN DU TEXTE DE L'AVIS

Le PRESIDENT propose de procéder à l'examen, page par page, du texte du supplément d'avis. Il constate qu'aucune observation n'est formulée sur ce texte.

V. VOTE SUR L'ENSEMBLE DE L'AVIS

Le Comité décide à l'unanimité de passer au vote à main levée (article 45, 2ème et 3ème alinéas du Règlement intérieur) sur l'ensemble de l'avis.

L'avis est adopté par 88 voix pour et 4 contre.

1/2

TIMECODE						SHOT DESCRIPTION
From			To			
Hr	Min	Sec	Hr	Min	Sec	
						VI 393 - VF 032
						16 ST 16 mm COULEURS MUETS
	01	37				ST 615 - Négociations C.E.-G.B.
				04	04	01 Bruxelles 21.09.71
	04	15				ST 626 - Négociations finales CEE-Grande Bretagne
				06	36	02 Bruxelles 09.11.71
	06	47				ST 634 - Signature des traités d'adhésion des
						03 quatre pays candidats à la CEE
				14	44	Bruxelles 22.01.72
	14	54				ST 648 - Visite du Premier autrichien KREISKY
						04 à la CCE
				17	13	Bruxelles 26.02.72
	17	23				ST 653 - Signature du Traité avec l'Ile Maurice
				19	47	05 Bruxelles 08.03.72
	19	57				ST 657 - 1ère réunion de la Commission Sicco
						06 MANSHOLT
				25	38	Bruxelles 12.04.72
	25	48				ST 681bis - Visite du Président SOEHARTO de la
						07 République d'Indonésie à la CCE
				30	28	Bruxelles 23.11.72
	31	17				ST 699 - Séance solennelle du Comité Economique
						08 et Social
				34	47	Bruxelles 24.01.73
	34	57				ST 700 - Présentation de la Commission ORTOLI
						09 au Roi des Belges
				38	45	Bruxelles 25.01.73

2/2

TIMECODE						SHOT DESCRIPTION	
From			To			VI 393- VF 032 (suite)	
Hr	Min	Sec	Hr	Min	Sec	16 ST 16 mm COULEURS MUETS	
	38	55				ST 701 - Signature de la Convention complé- mentaire C.E.- Espagne	
				44	08	Bruxelles 29.01.73	
	44	18				ST 702 - Visite du Ministre des Affaires étrangères espagnol Lopez BRAVO à la CCE	
				45	03	Bruxelles 29.01.73	
	45	14				ST 704 - Signature complémentaire de l'accord C.E.- Israël	
				48	33	Bruxelles 30.01.73	
	48	43				ST 705 - Visite du Ministre des Affaires étrangères israélien Aba EBAN au Président ORTOLI	
				50	56	Bruxelles 30.01.73	
	51	07				ST 708 - Remise du doctorat honoris causa à Sicco MANSCHOLT	
				53	29	Louvain 02.02.73	
	53	39				ST 710 - Rencontre Ortoli-Brandt-Luns	
				55	55	Bruxelles 07.02.73	
	56	05				ST 773 - Visite des Représentants Arabes à la CCE	
				57	25	Bruxelles 01.12.73	

Bureau de Production

Brussels (02) 235.21.23 tlx. 61979 comrtv b

Fax. (02) 230.12.80

VIDEO TAPE RECORDING REPORT

VHS + Burnt In T/C fait le :

Archive Fiche de Travail No :

DISPOSAL INSTRUCTIONS Likely to be of interest to archives yes / no

Erase After 19 / Refer To / Other

ERASURE AUTHORISED BY : Production : Archives : Responsable :

NOTES

TECHNICAL DETAILS Line up is EBU bars-(75 % chroma 100 % lum and Odbm tone), 625/50 PAL/COMPONENT

Record Machine No : (VPR 300/ACR 225/KRM 800/CVR 70/CVR 75/ BVU 800/BVW 40/VPR2/)

Camera Engineer/Cameraman Source M/C

Timecode VITC T/C Yes/No LTC T/C Yes/No (track 3/) User Bits ?

VITC IDENTICAL TO LTC : Yes/~~No~~ LTC : VITC

Sound Noise Reduction System :

TRACK 1	mute/sync/	MUTE 7			ON/OFF
TRACK 2	mute/sync/				ON/OFF
TRACK 3	mute/sync/	11			ON/OFF
TRACK 4	mute/sync/				ON/OFF

Transmission Details

Clock : Yes/No Vision Completed :

Sound Completed :

EEC TV STUDIOS Brussels

~~BETACAM/BETACAM~~ SP/MI

1- ~~C/DH/BVU~~ (HB) /

ORIGINAL/MASTER/COPY

COPY OF *****

Program : Responsible :

TITLE: VI 313 - Transfers film

VF 03Z

Version/Language : 1.0

For: Med. Duration: 57' 25"

For: Duration: 07 25

Technical Report

Spot Checked/Fully Checked

TAPE CONTENTS

[illegible]